

SA TOUTE-SAINTETÉ BARTHOLOMÉE I

Archevêque de Constantinople – Nouvelle Rome et patriarche œcuménique

Éminences,
Excellences,
Cher Thierry de Montbrial,
Honorables participants,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

La communauté mondiale se trouve aujourd’hui à un tournant décisif de son histoire. La construction d’une paix véritable ne peut plus se limiter aux instruments traditionnels de la diplomatie : elle devient une condition absolue de la survie même de notre monde. La question qui nous réunit – celle de la recherche d’un cadre stable et durable de gouvernance mondiale – dépasse largement les arrangements provisoires et les équilibres géopolitiques fluctuants. Elle touche au cœur même de la coexistence humaine.

Car la paix n’est pas simplement un objectif politique parmi d’autres. Elle est l’expression la plus profonde de la communion entre les personnes. Elle est aussi la condition ultime de la préservation de la création face aux forces de fragmentation qui la menacent. Depuis l’origine, l’être humain est habité par une nostalgie irréductible de l’unité.

Et pourtant, la réalité contemporaine semble contredire cette aspiration. Le monde dans lequel nous vivons est marqué par une tension constante entre rapprochement et division. D’un côté, les avancées technologiques et l’interconnexion économique nous ont rapprochés comme jamais auparavant. D’un autre côté, nous assistons à une fragmentation

croissante, à la fois géopolitique et géoéconomique se manifestant concrètement par une vulnérabilité accrue des échanges internationaux, par une instabilité des marchés, et par une diminution progressive de la prospérité globale. Le système commercial international, qui pourrait être un instrument de coopération pacifique, tend à se transformer en un ensemble de blocs régionaux parfois antagonistes, structurés autour de puissances dominantes. Dans ce contexte, l'universalité du droit est fragilisée, et le sentiment d'injustice s'accroît.

L'expérience de l'histoire nous enseigne pourtant une vérité fondamentale : seule une cohésion institutionnelle solide peut contenir les forces de désintégration. Après des décennies d'intégration économique mondiale, souvent perçue comme inévitable, nous entrons aujourd'hui dans une phase d'incertitude et de recomposition.

Mais cette crise dépasse largement les dimensions économiques et techniques. Elle révèle une crise plus profonde, une crise spirituelle. Elle met en lumière notre difficulté à reconnaître, dans l'autre — qu'il soit individu ou nation — notre prochain, un partenaire de destinée.

Dans cette perspective, la gouvernance mondiale ne peut être réduite à la gestion des rapports de force. Elle doit être comprise comme un service rendu à l'humanité. Il nous appartient de repenser notre responsabilité envers les générations futures, en concevant la paix non pas comme une simple absence de guerre, mais comme une plénitude de vie.

Le message évangélique demeure, à cet égard, d'une actualité saisissante : « Je vous laisse la paix, je vous donne ma paix » (Jn 24, 17). Ce don ne peut rester une abstraction. Il appelle une traduction concrète dans nos institutions, dans nos politiques publiques, dans notre manière d'organiser la vie commune.

Or, le système actuel de gouvernance mondiale apparaît profondément fragilisé. Malgré la multiplication des organisations internationales, nous ne constatons pas une plus grande unité, mais plutôt une complexification croissante, parfois proche de la fragmentation. Ce réseau d'institutions,

s'il n'est pas porté par une vision morale commune, risque de devenir une nouvelle Tour de Babel : une pluralité de voix sans véritable harmonie.

Dès lors, il devient légitime de s'interroger : la diplomatie traditionnelle suffit-elle encore à répondre aux défis contemporains ? Tout semble indiquer qu'un changement de paradigme est nécessaire.

La réforme des institutions internationales s'impose aujourd'hui comme une urgence. En Europe, par exemple, la stabilité économique et sociale exige une adaptation des cadres budgétaires et financiers. À l'échelle globale, les puissances émergentes sont appelées à jouer un rôle plus actif et plus responsable, en dépassant les logiques strictement nationales pour contribuer à une gouvernance plus coopérative.

Mais aucune réforme institutionnelle ne sera véritablement efficace sans une transformation intérieure. L'économie et la politique ne peuvent être dissociées de la condition spirituelle de l'humanité. À cet égard, l'expérience de l'Église orthodoxe offre une perspective précieuse.

À travers la synodalité, l'Église témoigne d'un mode de gouvernance fondé non sur l'imposition, mais sur la communion. Le Saint et Grand Concile réuni en Crète en 2016 a rappelé avec force que l'unité de l'humanité constitue à la fois un don de Dieu et une responsabilité historique. Cette expérience montre qu'il est possible de concilier unité et diversité, autorité et dialogue.

Ce modèle, sans être transposé mécaniquement, peut inspirer une réflexion renouvelée sur la gouvernance mondiale. Car la paix, dans sa réalité la plus profonde, n'est pas un simple accord juridique. Elle est un mode d'existence. Elle suppose un regard transformé, capable de reconnaître en chaque personne l'image de Dieu.

Cependant, les limites du système international actuel restent évidentes. Le Conseil de sécurité des Nations Unies, en particulier, demeure marqué par des équilibres hérités d'un autre temps. Une réforme de ses structures

apparaît nécessaire afin de refléter plus justement les réalités contemporaines. Sans une représentation équitable, le sentiment d'injustice ne peut que croître — et l'injustice est toujours un terreau de conflit.

Par ailleurs, de nouveaux défis émergent, qui dépassent les cadres traditionnels de la souveraineté. Le développement de l'intelligence artificielle en est un exemple frappant. Cette technologie ouvre des perspectives considérables, mais elle soulève également des questions éthiques majeures. En l'absence d'un cadre de gouvernance global, le risque est grand de voir s'accroître les déséquilibres et les dérives.

La crise environnementale constitue sans doute l'un des signes les plus alarmants de notre fragmentation. La dégradation de notre planète, notre «maison commune», engendre des injustices croissantes et alimente des tensions nouvelles. Pollution, dérèglement climatique, épuisement des ressources : ces phénomènes affectent directement les populations les plus vulnérables et provoquent des déplacements massifs.

Depuis plusieurs décennies, le Patriarcat œcuménique ne cesse de rappeler que la protection de l'environnement est indissociable de la paix. L'homme n'est pas le propriétaire absolu de la création, mais son intendant. Il est appelé à en prendre soin avec responsabilité, à la recevoir comme un don, et à la restituer dans une attitude de gratitude.

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Face à ces défis, il serait illusoire de se réfugier dans des approches purement technocratiques. Derrière les statistiques et les analyses économiques, il y a des réalités humaines : des vies brisées, des souffrances silencieuses, des peuples déracinés. La fragmentation du monde n'est pas seulement une question de structures. Elle est le reflet d'une crise anthropologique.

Nous sommes ainsi placés devant un choix décisif. Soit nous acceptons la division comme une fatalité, soit nous nous engageons résolument dans la construction d'un ordre mondial fondé sur la solidarité. La conscience de notre interdépendance devient alors essentielle.

La tradition théologique orthodoxe exprime cette réalité à travers le concept de « périchorèse », qui désigne une communion dynamique, une interdépendance vivante. Nul ne peut exister seul. Nul ne peut être sauvé seul. La paix suppose donc un dépassement de l'égoïsme, qu'il soit individuel ou collectif.

L'histoire des nations a trop souvent été marquée par la domination, l'exclusion et la violence. Il est temps d'envisager une autre voie : celle d'une gouvernance inspirée par la justice, la vérité et l'amour. Une gouvernance qui ne soit pas un simple mécanisme de régulation, mais un organisme vivant, au service de la dignité humaine.

Car l'histoire n'est pas déterminée uniquement par les forces économiques ou les rapports de puissance. Elle est aussi façonnée par la liberté humaine : la capacité de choisir, de se convertir, de pardonner et de coopérer.

En ce sens, l'espérance demeure possible. Elle ne repose pas sur une naïveté, mais sur la conviction que l'homme est capable de transformation. Que la division n'est pas une fatalité. Que la paix peut être construite.

Permettez-nous, pour conclure, d'exprimer un souhait. Que nos travaux ne se limitent pas à des analyses, aussi pertinentes soient-elles, mais qu'ils ouvrent des chemins concrets. Que nos réflexions se traduisent en engagements réels. Que notre recherche de la paix devienne une responsabilité partagée.

Que le Dieu de paix et de réconciliation éclaire nos esprits et guide nos décisions. Qu'Il nous donne la sagesse de dépasser nos divisions et le courage d'œuvrer ensemble pour le bien commun.



« Recherchez la charité » (I Co 14, 1), nous dit le saint apôtre Paul. Que cette exhortation devienne notre boussole, dans un monde appelé à redécouvrir, au cœur de ses fractures, la vocation profonde à l'unité.

Je vous remercie de votre attention.